

Au salon de l'équipement policier, la surveillance se rêve en 3D

Le salon Infopol, spécialisé dans l'équipement policier, se tient depuis deux jours déjà à Courtrai. L'occasion de découvrir quelques technologies qui incarnent un futur sécuritaire déjà bien ancré dans le présent.

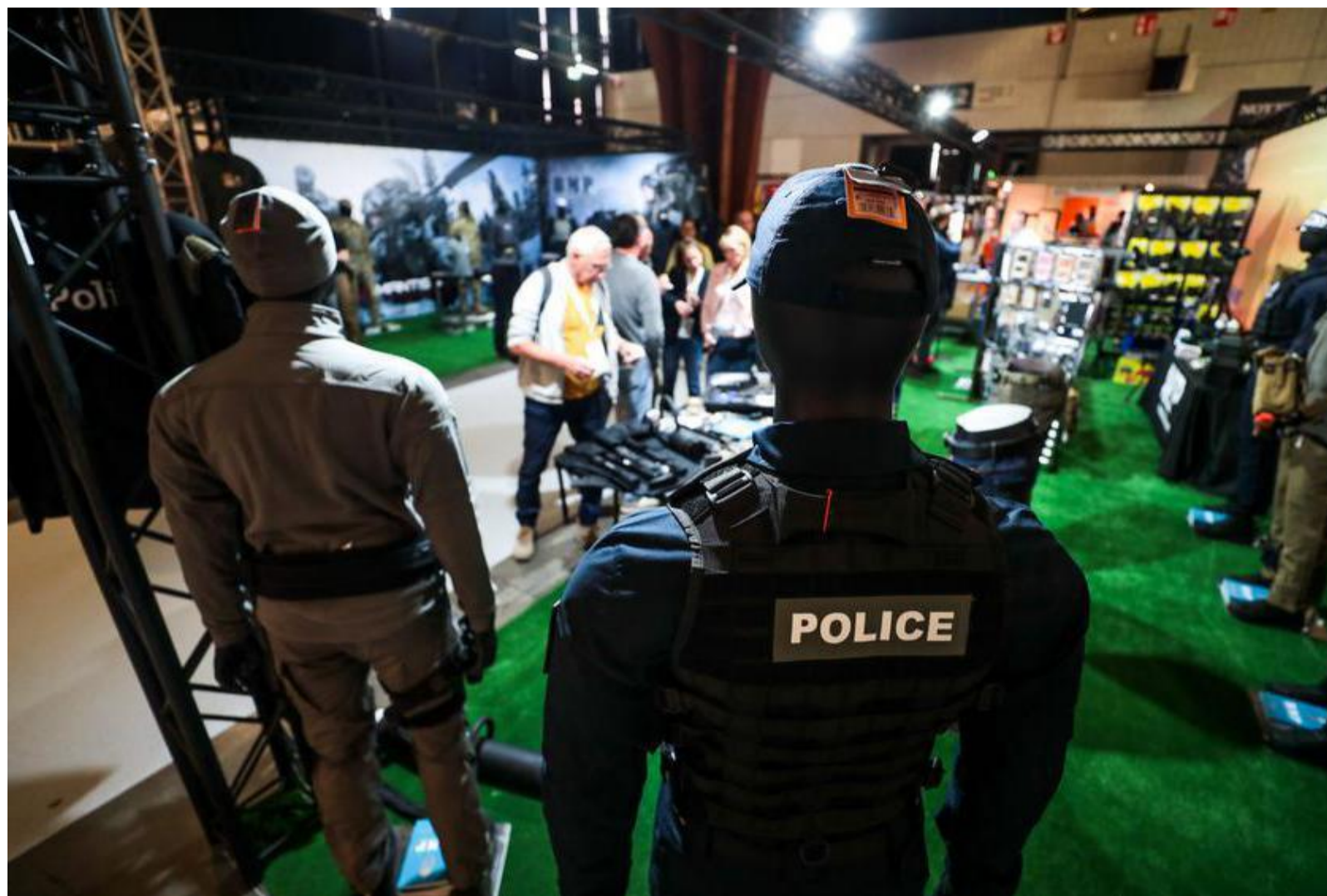
REPORTAGE
ARTHUR SENTE

L'idée d'un avenir où la surveillance policière sera panoptique et où les contacts par écrans interposés seront encore amenés à s'intensifier vous donne des sueurs froides ? Dans ce cas, votre médecin ne vous prescrira peut-être pas une visite à la foire Infopol. Au milieu des armes dernier cri, des drones et des mannequins de réanimation, les technologies de l'image ont le vent en poupe au sein des allées de Kotrijk Expo, où se déroule jusqu'à ce jeudi le salon professionnel de l'équipement des services de police, de surveillance et de sécurité, d'urgence et de la lutte contre les calamités. Sous l'œil des caméras HD disposées autour du stand de Securitas, capables d'analyser des tonnes de détails en temps réel grâce aux fonctionnalités du logiciel Briefcam – qui équipe déjà de nombreuses zones de police en Belgique – se croisent ainsi des chefs de corps, de simples policiers et des professionnels de la sécurité privée soucieux de se mettre à jour de derniers produits.

« Plus rapide »

Si Eddy Mailliet, chef de corps de la zone de police de La Louvière, a fait le détour, c'est avant tout pour participer à la conférence de présentation des travaux intermédiaires des états généraux de la police (Segpol) que la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden (CD&V) a tenu à organiser dans une salle jouxtant le salon. Mais l'officier reconnaît par ailleurs l'intérêt du salon pour ses services. « Ici, ce n'est pas comme au Salon de l'auto, où l'on peut faire des affaires », dit-il. « Mais comparer les nouveaux véhicules, il n'y a qu'ici que je sais le faire. Idem pour les différents modèles de bodycams. C'est plus rapide que de rencontrer tous les fournisseurs un par un. »

Jacques Mabundi Nzay, policier belge à la retraite, est aussi venu faire du repérage avec deux compagnons. « On vient pour se tenir au courant des dernières technologies », explique le pensionné, qui ne cache pas faire de la prospection pour des partenaires en Afrique. « On cherche notamment du matériel de secours qui peut fonctionner sur batterie. Un exemple, ce sont les marteaux-piqueurs. » Lesquels, explique-t-il, peuvent se transformer en efficaces outils d'intervention pour les services de secours, transportables à moto, dans des pays où les infrastructures routières et où la plupart des maisons sont équipées de fenêtres avec barreaux.



Pour la première fois depuis 2019 (coronavirus oblige), le salon Infopol met en avant les dernières nouveautés en matière d'équipement sécuritaire. © PIERRE-YVES THIENPONT.

Tersec, la société qui veut offrir à la police l'œil absolu



© PIERRE-YVES THIENPONT.

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que Tom De Jaeger, patron de la société Tersec (basée à Beernem, près de Bruges), nous pousse dans sa BMW d'exposition, au-dessus de laquelle flotte un drone piloté par l'un de ses collègues. Grâce à un émetteur, les images captées par l'engin volant sont retransmises avec une latence très faible sur la tablette qui équipe le véhicule, fonctionnant

désormais comme un mini-centre de contrôle. Et sur une carte GPS, une cible, qui peut être « taguée » par le drone, devient désormais un point qui se déplace de rue en rue et que le chauffeur peut traquer. Bienvenue dans le royaume de la « sécurité géo-référencée », qui ringardise les scènes de courses-poursuites des films d'anticipation. « Il y a déjà quinze zones de

police qui travaillent avec notre émetteur », indique le patron de la société. Mais l'ambition ne s'arrête pas là. Avec la société suisse Fast Systems, dont elle est partenaire, Tersec travaille désormais à la modélisation de zones d'intervention à partir d'images captées par des réseaux de caméras fixes et mobiles. L'idée ? Aggloméner l'information ainsi collectée et la traduire dans un environnement 3D numérique évoluant en direct. Le résultat, que le patron nous expose dans une vidéo de démonstration, ressemble à une version de Google Earth, mais interactive et actualisée, et tenant notamment compte de la position d'éléments mobiles (comme des personnes). Transposé à une

situation de manifestation, le dispositif permettrait ainsi de visualiser précisément dans l'espace l'emplacement des équipes de police, mais aussi de contestataires. Un policier travaillant depuis un centre de crise pourrait alors zoomer sur une scène en train de se dérouler, pivoter à 360 degrés autour d'elle pour en apprécier chaque angle, puis transmettre, fort de cette vision holistique, des instructions aux collègues sur le terrain. De quoi faire saliver la police ? « Il y a quelques années, celle-ci s'est montrée intéressée par notre modèle, mais n'avait pas le budget. » La boîte est aussi en train de négocier un possible contrat avec le port de Zeebrugge. A.S.E

Vantant sa « létalité réduite », le Taser attend son heure

La « létalité réduite », telle est la grande promesse (néanmoins contestée) d'Axon. Derrière cette marque américaine – qui a fait l'objet d'un rebranding en 2017 – se cache un produit au nom nettement plus connu. En l'occurrence, le Taser, célèbre pistolet jaune à impulsion électrique, supposé incapaciter sa cible sans la blesser ni la tuer. Une arme qui, à ce stade, ne fait pas (encore) partie de l'arsenal policier en Belgique, ce qui n'empêche pas la société d'occuper le terrain sur le salon. Et pour cause, la donne devrait bientôt changer. « Pour l'instant, c'est une arme illégale. En tant que civil, on ne peut pas l'avoir et ça va rester comme ça, sans doute. La police, par contre, peut l'utiliser dans le cadre d'une phase pilote, avec quelques zones spécifiques qui peuvent l'employer en "réel" », indique Wouter Vandendael, représentant de la marque pour la Belgique et le Luxembourg.

De fait, 35 zones de police participent depuis mai 2019 à l'expérience (qui doit se prolonger jusque décembre 2022) menée sous l'égide de la Commission permanente de la police locale (CPPL). Dans le cadre de celle-ci, 89 appareils ont été acquis, fait savoir le cabinet de la ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden (CD&V), qui ajoute que depuis le début du projet, « 141 utilisations » ont été portées à sa connaissance, « dont 108 à des fins dissuasives et 33 tirs réels ». « Ici, en Belgique, c'est donc la décision du gouvernement qui va décider de l'implémentation », note Wouter Vandendael. La ministre s'y montre en tout cas favorable et a déjà demandé à la direction de la police de rédiger un règlement type en vue d'encadrer la possible utilisation future de cette arme. A.S.E

Faire une déposition auprès d'un hologramme, l'avenir selon Teleportel

« Bonjour, je m'appelle Franky et c'est la première fois normalement que vous voyez une borne pareille. » Projeté en 3D tel l'hologramme de la Princesse Leia dans *Star Wars*, le buste de Franky se trouve en réalité à Buggenhout, en Flandre-Orientale. « Ce qui est important, naturellement, c'est qu'il y ait un contact visuel, mais qu'il y ait aussi une certaine profondeur et une grandeur nature de l'image. Ce sont les trois éléments qui rendent cette situation aussi réaliste que possible. La seule chose qu'on ne peut pas faire, c'est se serrer la main. » La machine sur laquelle notre flic de démonstration

apparaît, qui ressemble à un gros bureau blanc, a été pensée comme un « télécommisariat » pouvant être installé dans divers lieux (comme, par exemple, une administration). Elle est destinée à prendre en charge les dépositions des citoyens sans que ceux-ci aient à se déplacer physiquement jusqu'à un véritable poste de police. Le tout est équipé d'un lecteur de carte d'identité permettant l'authentification du plaignant, d'un scanner qui permet de transférer des documents à l'interlocuteur policier à distance et d'une tablette rendant possible la signature de documents. Reste à savoir si le public



© PIERRE-YVES THIENPONT.

est prêt pour ce grand basculement... Teleportel est convaincu que oui. « C'est si réaliste que les gens se sentent à l'aise », promet Luc De Backer, patron de la société, avant de lister les trois avantages de son produit : « Un meilleur service, un grain de temps et une diminution de la

charge de travail et du stress pour les policiers. » En Flandre, la zone de police Carma (Genk) a notamment déjà été séduite. Côté wallon, Saint-Nicolas et Ans figurent sur la liste des nouveaux clients de la société, annonce-t-elle. A.S.E